



ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

**Comprendre la conjoncture
économique et recourir à la prévention**

Ordre des experts-comptables

Conférence du 13 décembre 2024

Frédéric VISNOVSKY

Médiateur national du crédit aux entreprises

Président de l'Observatoire du financement des entreprises



UN ÉCLAIRAGE FONDÉ SUR LES TRAVAUX DE L'OBSERVATOIRE DU FINANCEMENT DES ENTREPRISES (OFE)

Objectif : dégager une vision commune sur les questions de financement des entreprises notamment les TPE/PME

Composition : organisations professionnelles, chambres consulaires, banques, pouvoirs publics

- Dernier rapport : mission préventive confiée à l'OFE par la précédente Ministre déléguée pour les PME et le commerce
 - [Accès des TPE aux crédits de trésorerie - Septembre 2023](#)
 - [Flyer «TPE, comment bien présenter votre crédit de trésorerie?»](#)
- Dans un contexte de ralentissement économique, des enjeux accrus d'**anticipation** précoce des difficultés financières et d'orientation des entreprises vers les dispositifs appropriés.

1

**LES TPE-PME ONT BIEN RÉSISTÉ
FACE AUX CRISES**

**MAIS LES POINTS D'ATTENTION SE
SONT ACCRUS EN 2024**



**LA SITUATION DES TPE-PME,
UN FINANCEMENT ASSURÉ MAIS
DES ENJEUX STRUCTURELS IMPORTANTS**

Novembre 2024

1.1. Des entreprises résilientes face aux crises

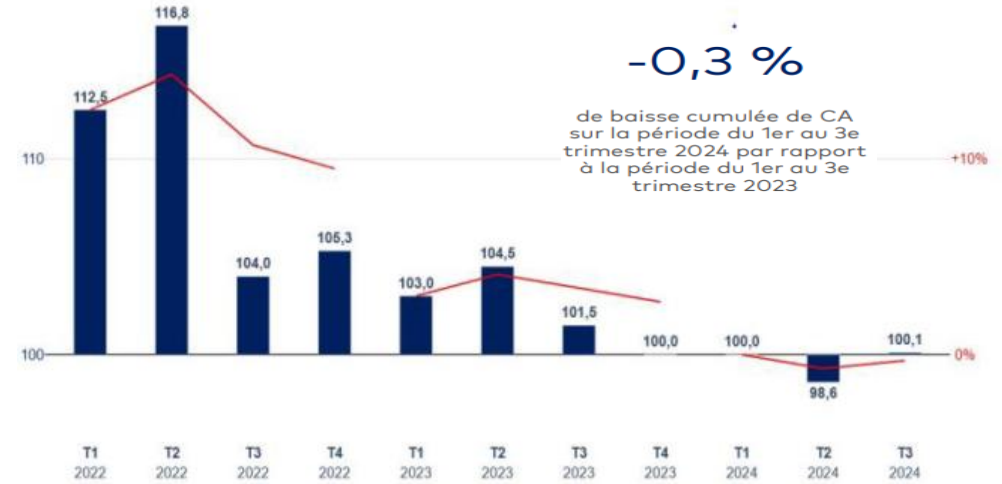
1. Une croissance du chiffre d'affaires avec des évolutions individuelles contrastées
2. Le taux de marge a résisté mais des différences sectorielles
3. Le taux d'endettement diminue
4. La hausse des taux impacte le coût du service de la dette
5. Un besoin en fonds de roulement stable et une trésorerie qui s'érode progressivement
6. Une capacité de remboursement préservée
7. Un financement des entreprises resté dynamique post COVID
8. La médiation du crédit peu sollicitée

1.2 Un ralentissement de l'économie qui pèse sur l'activité des entreprises en 2024

PROJECTIONS MACROÉCONOMIQUES

En %	2022	2023	2024	2025	2026
PIB	2,6	1,1	1,1	1,2	1,5
Investissement des entreprises	1,6	2,5	- 0,7	1,2	2,3
Inflation	5,9	5,7	2,5	1,5	1,7

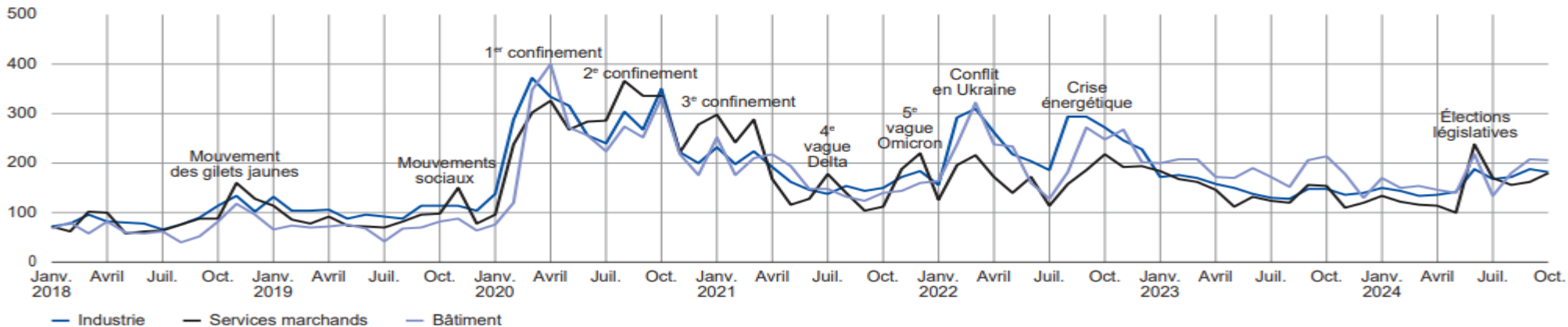
Source : Banque de France – Projections macroéconomiques septembre 2024



Source : Image 3^{ème} trimestre 2024 – Ordre des Experts Comptables

INDICATEUR D'INCERTITUDE DANS LES COMMENTAIRES DE L'ENQUÊTE MENSUELLE DE CONJONCTURE (EMC)

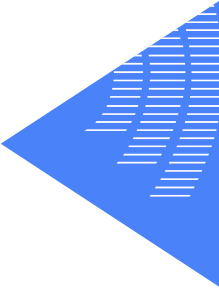
(données brutes)



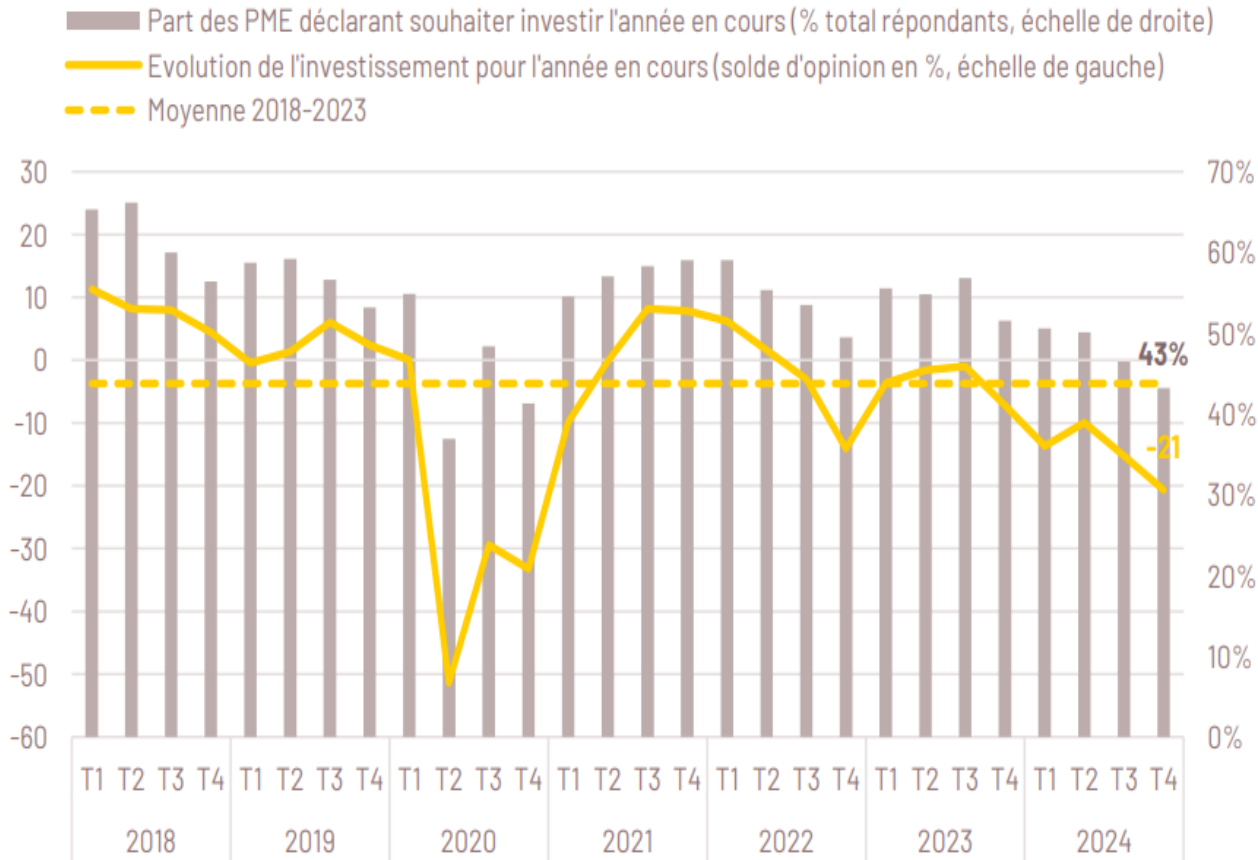
Note : La valeur de référence est fixée à 100 et correspond à la valeur autour de laquelle fluctue l'indicateur en période normale.

Source : Banque de France – Enquête de conjoncture (novembre 2024)

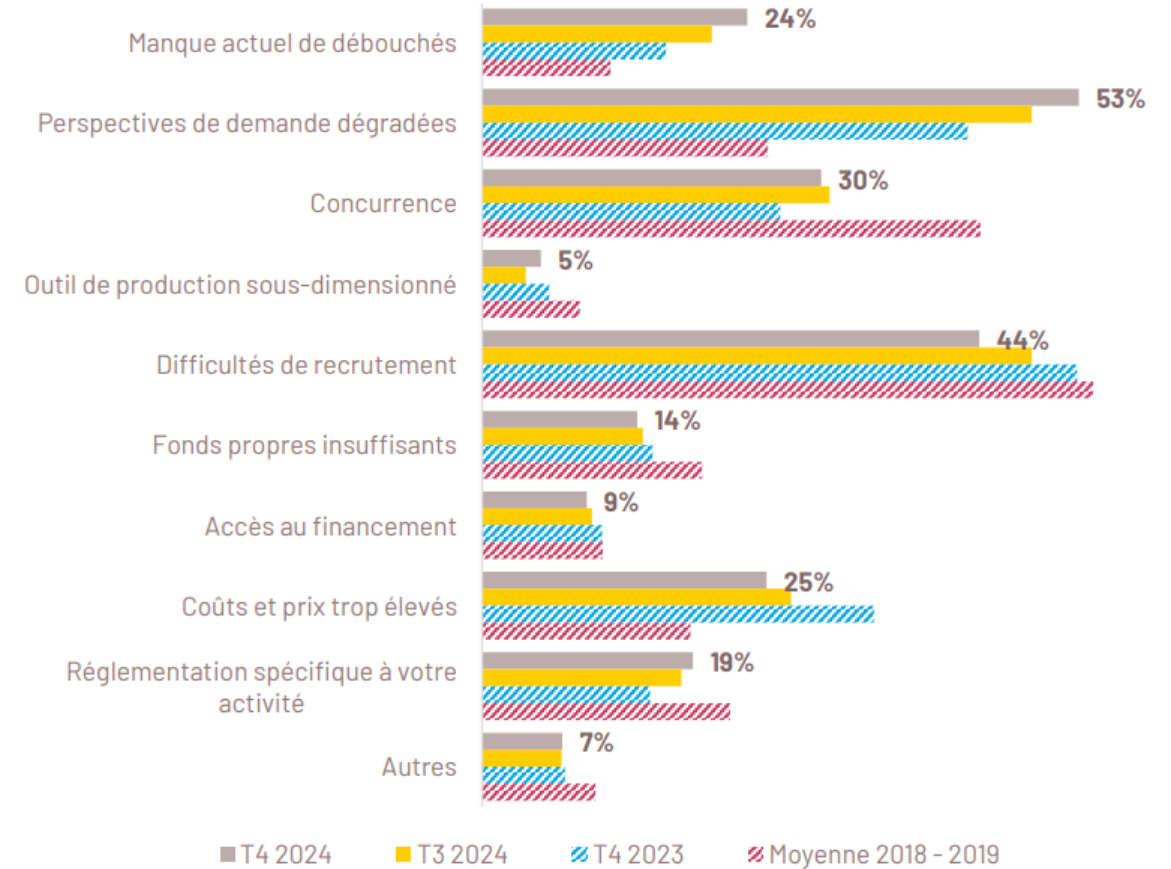
1.3. Une dynamique de l'investissement qui ralentit



Évolution de l'investissement pour l'année en cours



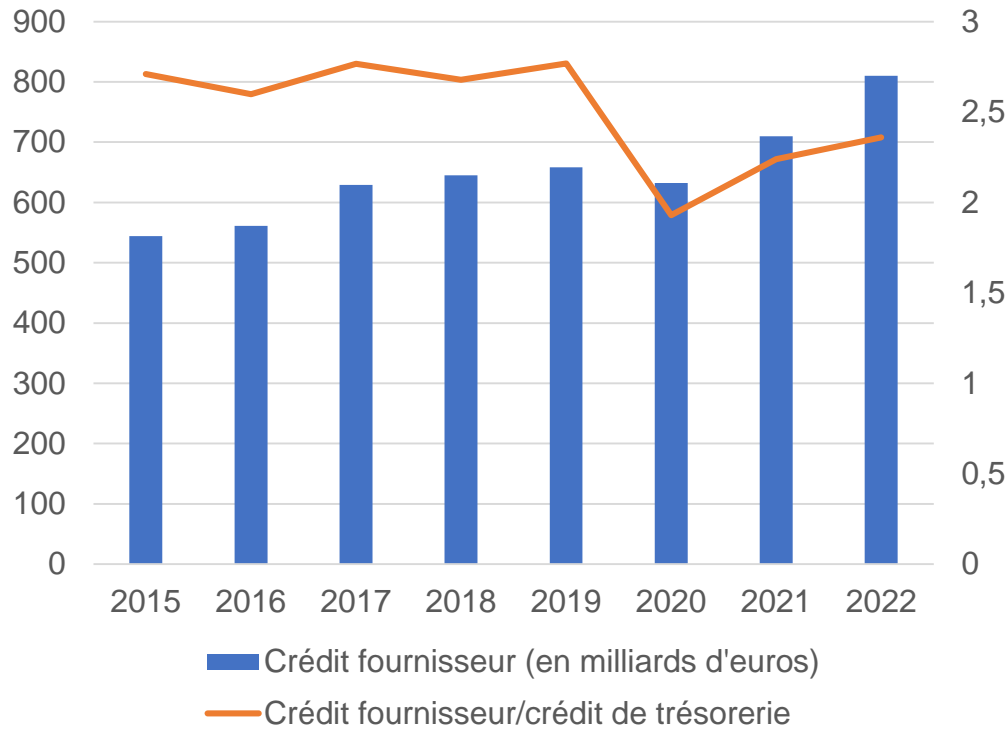
Freins à la croissance



Source : Bpifrance Le Lab / Rexecode - Baromètre trimestriel novembre 2024
Trésorerie, investissement et croissance des PME / TPE

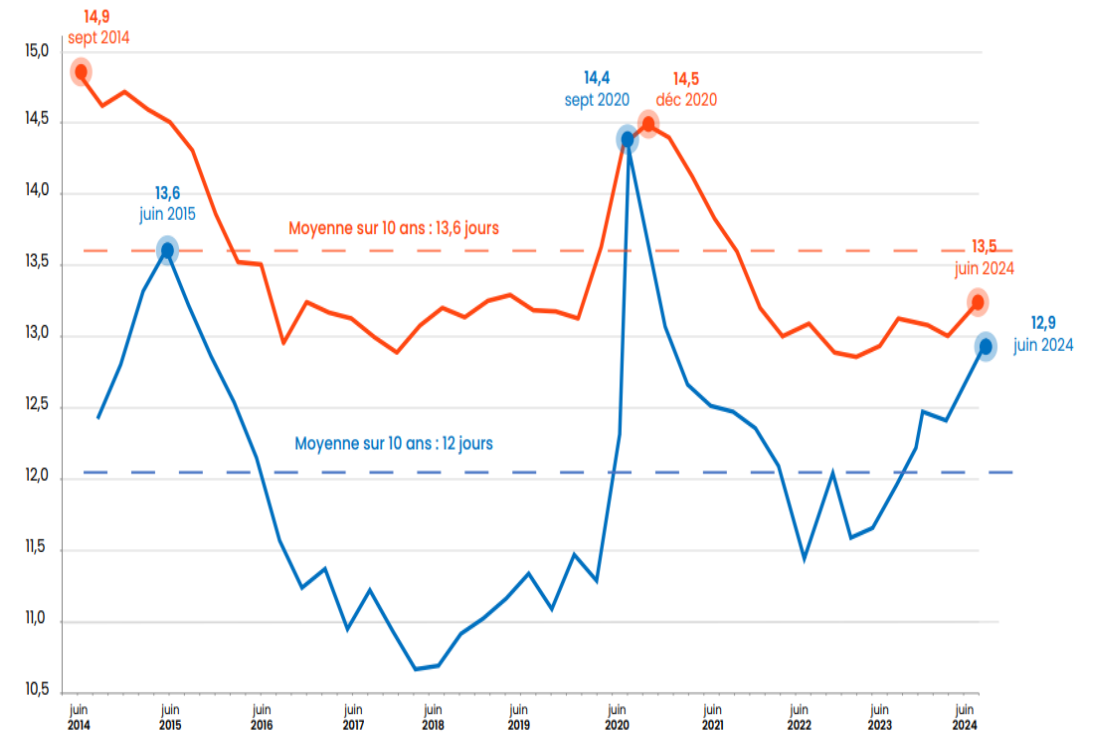
1.4. Un crédit inter entreprises très important et des retards de paiement qui augmentent, pénalisant les TPE-PME à hauteur de 15 milliards d'euros

Crédit fournisseur et crédit de trésorerie



Source : Banque de France

Évolution des retards de paiement (en jours)

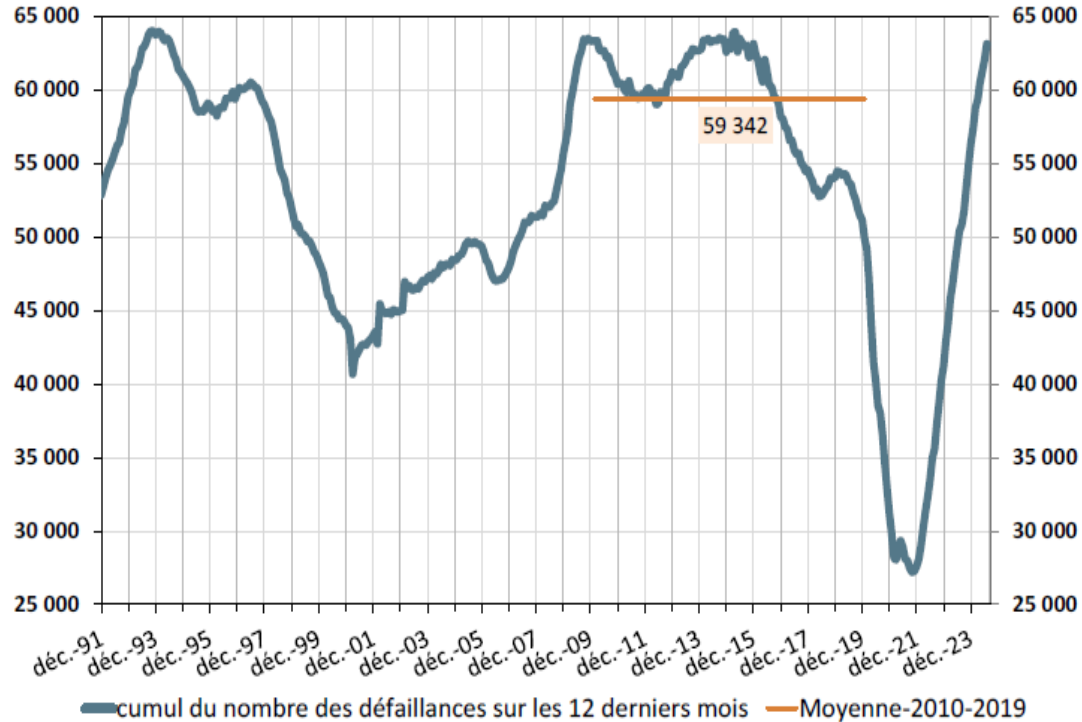


Source : Altares

● France
● Europe

1.5. Une dynamique entrepreneuriale mais des défaillances en hausse avec des impacts plus élevés

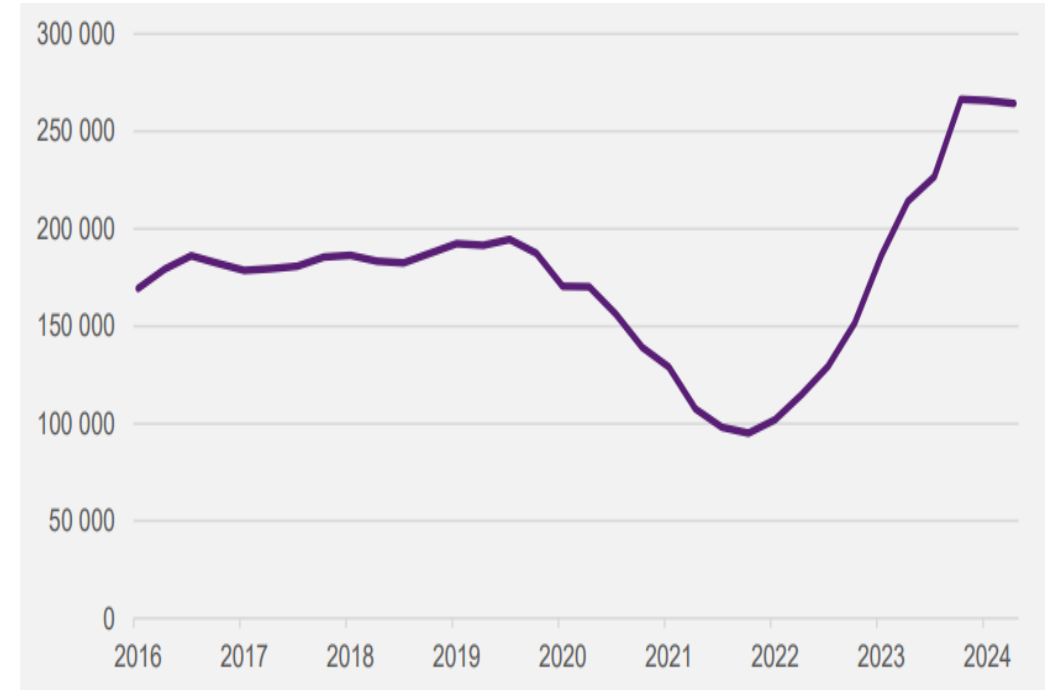
Défaillances cumulées sur 12 mois



Note : La courbe orange représente la valeur moyenne du nombre de défaillances cumulé sur douze mois observé mensuellement entre le mois de janvier 2010 et le mois de décembre 2019.

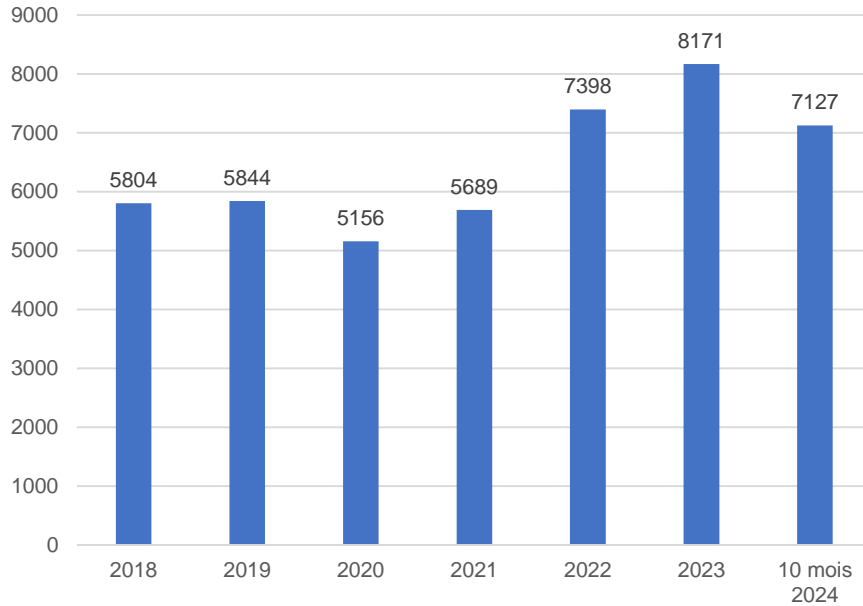
Source : Banque de France

Nombre d'emplois menacés par les défaillances (données sur 12 mois)



Données : Bodacc et Diane+ ; Méthodologie et calculs : BPCE L'Observatoire

1.6. Des procédures préventives sur des entreprises de taille plus élevée mais encore suffisamment utilisées...et pourtant



Nombre de salarié	2021	2022	2023	2024
Aucun salarié	70 %	65 %	59 %	54 %
1 à 10	16 %	18 %	19 %	21 %
11 à 50	9 %	12 %	15 %	16 %
51 à 200	3 %	4 %	5 %	6 %
201 à 1000	1,2 %	1,3 %	1,5 %	2 %
Plus de 1000	0,5 %	0,3 %	0,4 %	0,5 %

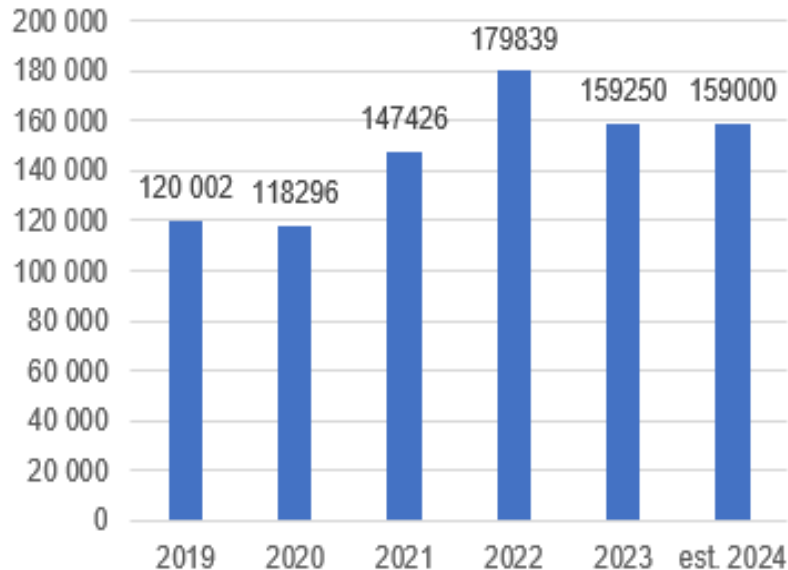
% calculés sur les dossiers dans lesquels l'information sur le nombre de salariés est disponible

Source : Observatoire des données économiques du CNAJMJ

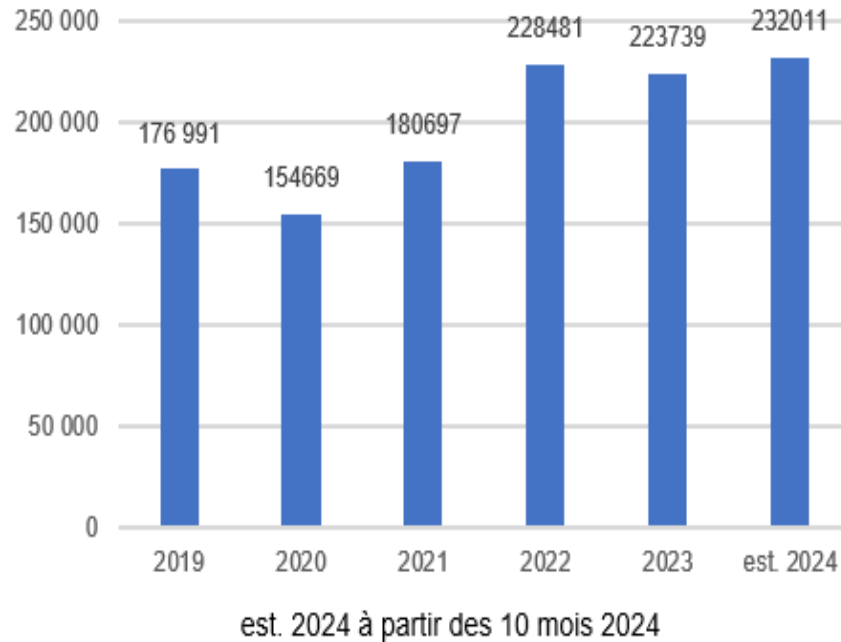


1.7. Besoin d'une vision élargie des entreprises en difficulté qui ne se limite pas aux défaillances

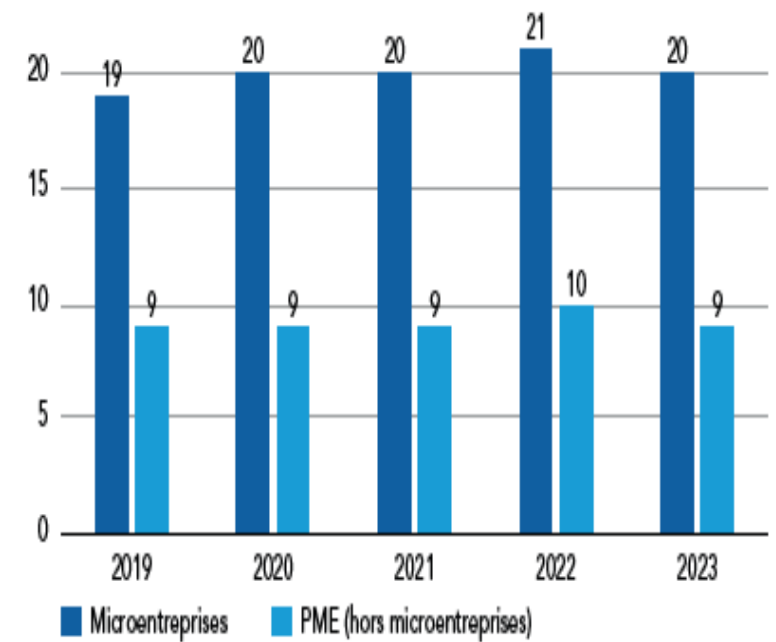
**Arrêts d'activité
(radiations volontaires)**



**Entreprises en difficulté
Procédures collectives / préventives /
arrêts d'activité**



**Entreprises fragiles
(% entreprises en capitaux propres < 0)**



Source : Observatoire statistique du CNGTC

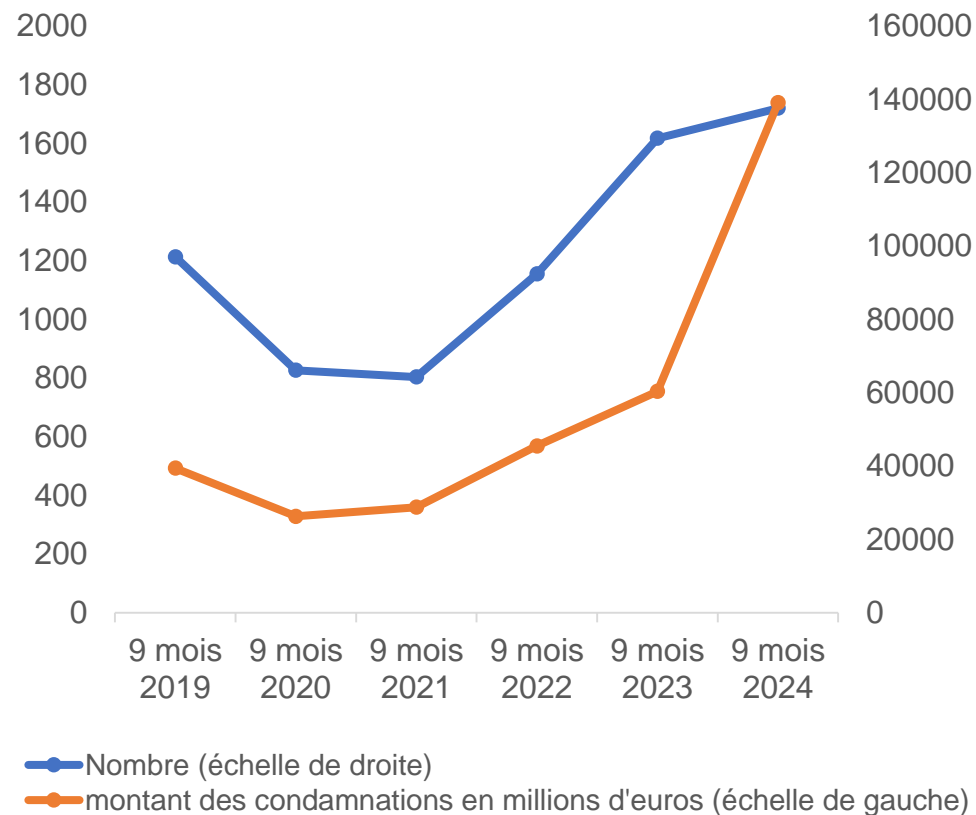
Source : Banque de France, base Fiben, juin 2024.

1.8. Des risques de tensions croissantes

Évolution des inscriptions de privilège de sécurité sociale et du trésor de janvier à septembre de 2019 à 2024



Évolution des injonctions de payer



Source : info greffe

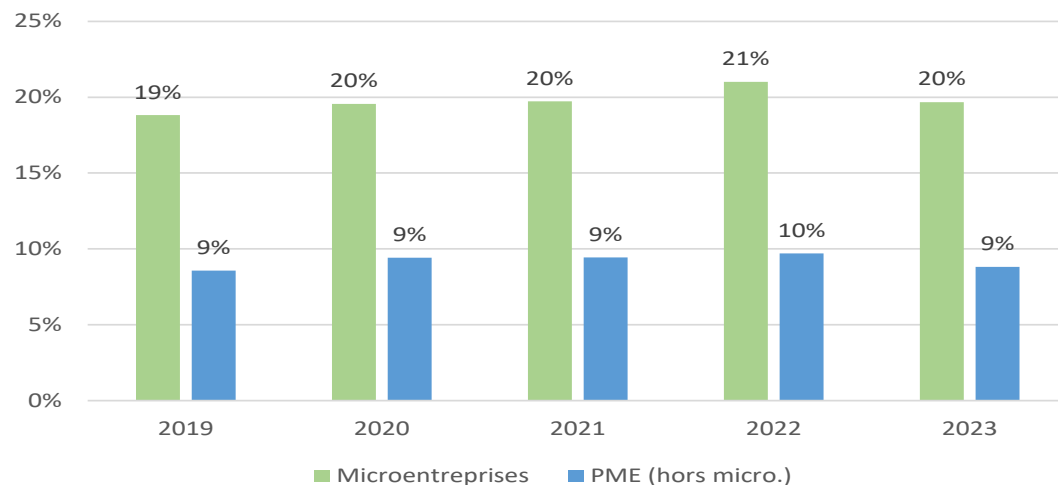
1.9. Des enjeux structurels importants pour les entreprises

Part dans la valeur ajoutée des entreprises (en %)

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Europe
Micro	17	17	26	26	20
PME (hors micro)	26	33	38	34	33

Source : Commission européenne - SME Performance Review

Part des entreprises avec des capitaux propres négatifs



Source : Banque de France

Répartition de la valeur ajoutée selon les 3 principales branches (en %)

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Europe
Industrie	13	24	20	17	20
Commerce	18	16	20	22	18
Services	52	45	44	44	44

Partage de la valeur ajoutée (en %)

	France	Allemagne	Italie	Espagne	Zone EU
EBE	34	40	42	39	41
Salaires	50	51	42	46	48
Impôts	5	1	3	2	3

Source : INSEE – Les entreprises en France – Edition 2023

2

FAIRE MIEUX CONNAÎTRE LES DISPOSITIFS EXISTANTS DE DÉTECTION PRÉCOCE ET DE SOUTIEN AUX ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

2.1. Accompagnement des entreprises

Une mission confiée au médiateur des entreprises et au médiateur du crédit

Trois objectifs

Analyser

- Établir un diagnostic de la situation économique et financière des TPE - PME

Faire connaître

- Faire mieux connaître les dispositifs existants de détection précoce et de soutien aux entreprises en difficulté

Écouter

- Appréhender les opportunités et les difficultés rencontrées dans la mise en œuvre de ces dispositifs

2.2. Un tour de France dans les régions

Sollicitation des préfetures – DREETS – CRP puis élargissement avec des réunions aux formats variés pour échanger avec les entreprises :

- Comité départemental d'accompagnement et de soutien des entreprises en difficulté
- Chambre de commerce et d'industrie
- Union patronale
- 60 000 rebonds
- Banque de France



2.3. Un soutien nécessaire aux entreprises

Mieux connaître les dispositifs existants de détection précoce et de soutien aux entreprises en difficulté

La « boîte à outils » du dirigeant

À TOUS LES STADES DE LA VIE DE L'ENTREPRISE



MÉDIATION
DU CRÉDIT

VOUS ÊTES
UNE ENTREPRISE
EN CRÉATION,
EN DÉVELOPPEMENT
OU EN CROISSANCE.



03 ANTICIPATION

Dialoguez avec vos partenaires

- 05 Dotez-vous des outils indispensables à la gestion de votre entreprise

07 ACCOMPAGNEMENT

N'hésitez pas à vous faire accompagner

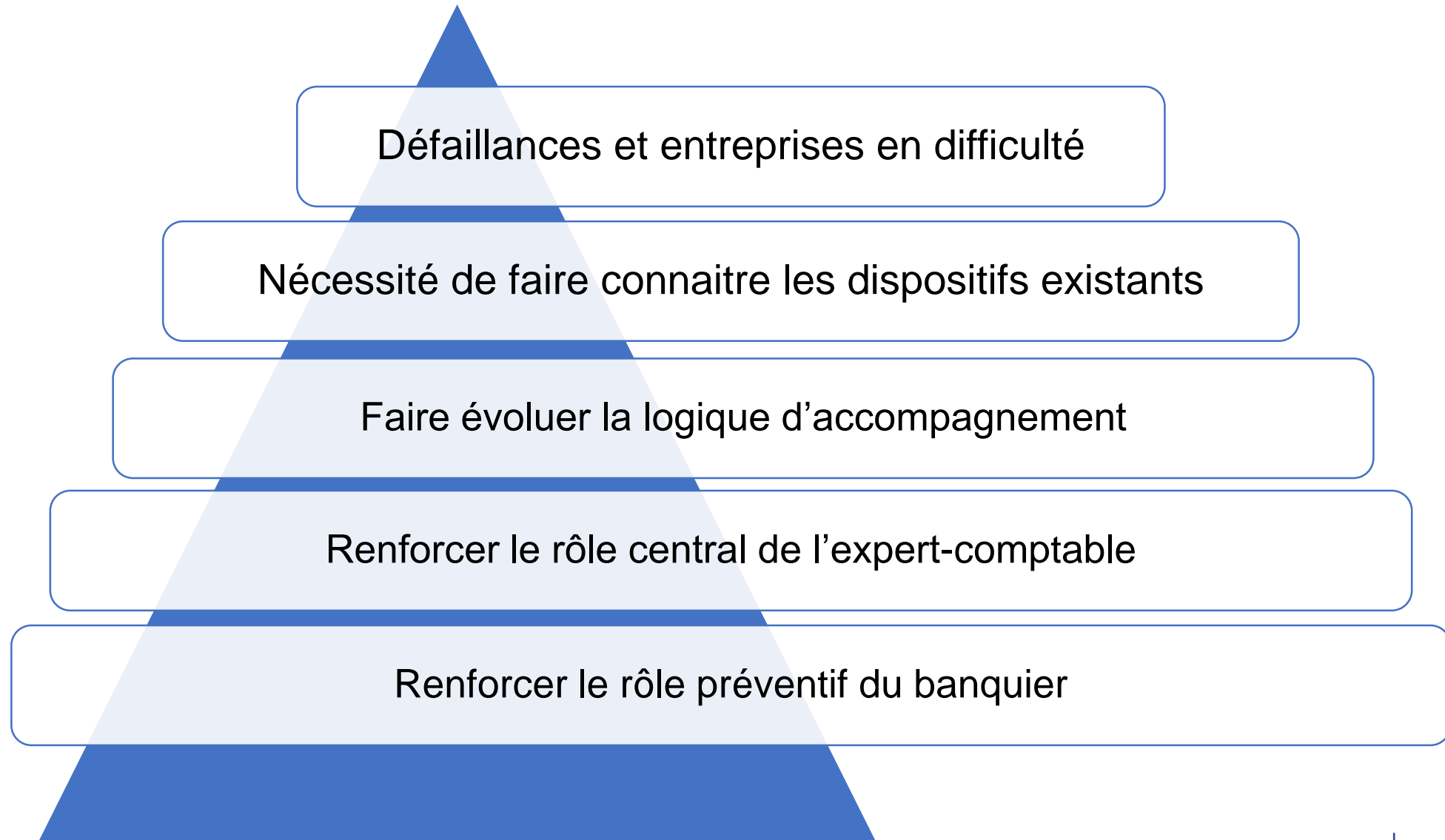
- 010 Osez le règlement amiable des différends

012 PRÉVENTION

Utilisez les outils de diagnostic

- 014 Ouvrez les portes de la prévention de vos difficultés

2.4. Des premiers enseignements / constats / Propositions d'actions (1/2)



2.4. Des premiers enseignements / constats / propositions d'actions (2/2)

RENFORCER LE RÔLE CENTRAL DE L'EXPERT-COMPTABLE

L'expert-comptable est l'interlocuteur privilégié des porteurs de projet et dirigeants d'entreprises pour la réalisation des états financiers mais aussi pour les accompagner / conseiller.

Ce rôle peut se trouver limiter par plusieurs éléments :

- L'existence d'un exercice illégal de la profession qui pourrait être significatif
- Une attention parfois moindre portée aux plus petites entreprises
- Les délais à obtenir les informations permettant d'établir les états financiers
- L'incapacité des TPE-PME qui commencent à avoir des difficultés à payer des suppléments d'honoraires pour des prestations de conseils

Quelles actions ?

- Sensibiliser les partenaires et acteurs de l'accompagnement des entreprises sur l'exercice illégal d'expert-comptable
- Sans aller vers l'instauration d'un devoir d'alerte, faire en sorte que l'expert-comptable informe systématiquement les chefs d'entreprises des dispositifs existants à l'ouverture de la relation (accompagnement, formations, outils de pilotage,...) et lors de toute difficulté (retard dans la transmission des informations pour établir les états financiers, situation dégradée,...)
- Créer un fonds de garantie pour intervenir au profit des TPE-PME (selon des critères à définir) qui n'ont pas les ressources suffisantes pour payer des prestations de conseil